



Service de la coordination
des politiques publiques

Bureau des Procédures Environnementales

**Arrêté préfectoral autorisant la poursuite de l'exploitation d'une chaufferie urbaine et
d'une installation de cogénération**

Société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR, 28 rue Joseph Florentin à NANCY

n° 2020/1432

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment :

- le chapitre unique du titre VIII du Livre 1^{er} relatif aux installations classées soumises à autorisation environnementale et ses articles R 181-45 et R 181-46 ;
- la section 8 du Chapitre V du titre 1^{er} du Livre V relative aux installations visées à l'annexe I de la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (Directive « IED ») ;
- le chapitre VI du titre 1^{er} du Livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement dont l'exploitation est subordonnée à la constitution de garanties financières ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la Commission du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles, au titre de la directive 2010/75/UE, pour les grandes installations de combustion ;

Vu la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE du 7 mai 2012 concernant la détermination des périodes de démarrage et d'arrêt aux fins de la directive 2010/75/UE ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 applicable en date du 20 décembre 2018 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment sa section III relative à la protection contre la foudre ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;

Vu l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyses dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté inter préfectoral du 24 mai 2017 relatif à la gestion des épisodes de pollution atmosphérique et au déclenchement des procédures d'information-recommandation et d'alerte ;

Vu le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de l'Agglomération de Nancy approuvé par arrêté préfectoral n° 2015-DREAL-RMN-184 en date du 12 août 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-201 du 20 février 2008, modifié par arrêtés complémentaires 2009-224 du 22 octobre 2009, 2011-859 du 6 décembre 2011 autorisant la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR à poursuivre l'exploitation d'une chaufferie urbaine ainsi qu'une installation de cogénération au 28 rue Joseph Florentin sur le territoire de la commune de NANCY (54000) ;

Vu le dossier portant sur un projet de modification des installations de combustion formant la chaufferie Florentin déposé le 26 avril 2017 et complété le 4 septembre 2017 comprenant une mise à jour des études d'impact et de dangers ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées référencé PP/AML/NW/160-2018 en date du 13 avril 2018 qui prend acte du caractère notable mais non substantiel des modifications apportées aux installations en attendant la prise ultérieure d'un arrêté complémentaire de prescriptions complémentaires et autorisant la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR à engager les modifications envisagées ;

Vu les compléments apportés au dossier du 4 septembre 2017 en date des 10 janvier 2018, le 30 décembre 2019 et le 4 mars 2020 ;

Vu le dossier de réexamen établi par la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR en date du 3 août 2018 ;

Vu le rapport de base établi par SOCOTEC en date du 1^{er} août 2018 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées référencé CM/NW/1169-2020 en date du 23 novembre 2020 et le projet d'arrêté, annexé à ce rapport, actualisant les conditions de l'autorisation applicables à la chaufferie urbaine exploitée par la société Estia, quai Florentin, à Nancy, au vu des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles pour les grandes installations de combustion et des modifications des installations portées à connaissance le 26 avril 2017 ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil départemental des risques sanitaires et technologiques sur ce projet d'arrêté, lors de sa séance du 4 décembre 2020 au cours de laquelle les représentants de la société Estia Réseaux de chaleur ont été entendus ;

Considérant la rubrique 3110, rubrique associée à l'activité principale des activités et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) relatives aux grandes installations de combustion en relation avec cette rubrique principale ;

Considérant que les conclusions sur les MTD relatives aux grandes installations de combustion ont été publiées au journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2017 ;

Considérant donc que conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, dans un délai de 4 ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assorties les arrêtés d'autorisation des installations sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 du Code de l'Environnement ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.

Considérant que les conclusions sur les MTD relatives aux grandes installations de combustion :

- concernent la combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW, uniquement lorsque cette activité se déroule dans des installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW ;
- ne concernent pas les activités combustion de combustibles dans des unités d'une puissance thermique nominale inférieure à 15 MW ;
- en ce qu'elles concernent les NEA-MTD, ne sont pas opposables aux installations de combustion présentes dans cet établissement puisque la puissance thermique nominale cumulée des appareils ayant une puissance supérieure ou égale à 15 MW, au sein d'une même installation de combustion, est strictement inférieure à 50 MW.

Considérant qu'au titre du R. 512-28 du code de l'environnement, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'une installation visée au L. 511-1 du code de l'environnement soumise à autorisation doivent tenir compte de l'efficacité des MTD décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et aux grandes installations de combustion ;

Considérant donc qu'il est nécessaire de revoir et compléter les prescriptions applicables à l'installation, notamment pour les appareils d'une puissance supérieure à 15 MW, afin que celles-ci soient conformes aux exigences de l'article R. 515-60 du code de l'environnement et en particulier :

- imposer un système de management environnemental, un plan de gestion des périodes OTNOC, un système de management de l'énergie ;
- mettre à jour les valeurs limites d'émission, les conditions de respect des valeurs limites d'émission et les modalités de surveillance des rejets atmosphériques ;
- définir les périodes de démarrage et d'arrêt où les valeurs limites en concentration ne sont pas opposables ;

Considérant l'arrêt de l'utilisation du LIPOFIT qui a fait l'objet d'une notification de mise à l'arrêt auprès de la Préfecture ;

Considérant, en suite au courrier de l'inspection des installations classées référencé PP/ML/NW/160-2018 en date du 13 avril 2018, la construction d'un nouveau bâtiment pour implanter une nouvelle chaudière n° 5 d'une puissance de 9,47 MW, récupérée sur le site de la rue Victor à NANCY, fonctionnant exclusivement au fioul domestique et bénéficiant d'une cheminée nouvelle, en lieu et place de la cuve de stockage de LIPOFIT ;

Considérant que la mise en service en mars 2019 de la nouvelle chaudière n° 5 constitue une extension de l'installation existante et qu'à ce titre, il convient de réglementer les émissions atmosphériques de l'extension comme les installations nouvelles sur la base des dispositions prévues à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;

Considérant le remplacement du brûleur de la chaudière n° 2 par un brûleur mixte de même puissance, permettant le fonctionnement au gaz naturel et au fioul domestique et qu'il convient de réglementer les émissions atmosphériques de la partie modifiée en fonctionnement au fioul domestique comme les installations nouvelles sur la base des dispositions prévues à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;

Considérant le basculement des installations sous autocontrôle 72 heures au moment du remplacement du brûleur de la chaudière n° 1, sous réserve que cela ne constitue pas une installation nouvelle au sens de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110, les installations fonctionnant actuellement sous autocontrôle 24 heures ;

Considérant la nécessité de mettre à jour l'arrêté préfectoral d'autorisation au vu des dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110, en particulier :

- la mise à jour des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques ;
- la mise à jour des conditions de respect des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques ;
- l'imposition des normes pour les mesures des rejets atmosphériques ;
- l'imposition du contrôle qualité des appareils de mesure en continu et des incertitudes ;
- la mise à jour des modalités de surveillance des rejets atmosphériques ;

Considérant que les émissions atmosphériques de poussières (PM 2,5) des installations sont supérieures au seuil de 2 t/an fixé dans la région Grand Est et qu'à ce titre elles sont soumises à la mise en œuvre des mesures d'urgences pour les installations situées dans les zones de Plans de Protection de l'Atmosphère ;

Considérant que les installations exploitées par ESTIA RESEAUX DE CHALEUR (chaufferie urbaine et installation de cogénération) sur le territoire de la commune de NANCY se situent en zone urbaine ;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir et de mettre en œuvre des mesures de réduction des émissions atmosphériques de poussières et/ou d'oxydes d'azote en cas de dépassement ou de risque de dépassement du seuil d'alerte pour les particules PM 10 ;

Considérant la nécessité de reprendre dans un seul acte préfectoral les dispositions applicables au site ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

TITRE I - Portée de l'autorisation et conditions générales

Chapitre 1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR, dont le siège se situe 6 rue des Trézelots à PULNOY, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une chaufferie urbaine ainsi qu'une installation de cogénération au 28, rue Joseph Florentin à NANCY (54000), sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Article 1.2 - Champ et portée du présent arrêté - Abrogation des prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté concernent la prise en compte des Meilleures Techniques Disponibles suite à la publication du BREF relatif aux « Grandes installations de combustion » ainsi que la mise à jour des études d'impact et de dangers suite aux modifications apportées sur site. Elles se substituent à toutes autres dispositions existantes à la date de parution du présent arrêté et contraires, sauf mention explicite dans le présent arrêté, traitant du sujet dans d'autres arrêtés préfectoraux.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux suivants sont abrogées :

- arrêté préfectoral n° 2008-201 du 20 février 2008 (autorisation) ;

- arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-224 du 22 octobre 2009 ;
- arrêté préfectoral complémentaire n° 2011-859 du 6 décembre 2011 (contrôles inopinés des rejets atmosphériques).

Article 1.3 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Chapitre 2 - Nature des installations

Article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.	Chaudière n° 1 : 13,83 MW Chaudière n° 2 : 13,83 MW Chaudière n° 3 : 4,40 MW Chaudière n° 5 : 9,47 MW Cogénérateur : 17,40 MW Groupe électrogène : 0,60 MW Puissance nominale totale : 59,53 MW
4734-1.c	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris les cavités souterraines, pour les cavités souterraines et les stockages enterrés, étant supérieure ou égale à 50 tonnes d'essence ou 250 tonnes au total mais inférieure à 1 000 tonnes au total.	2 cuves enterrées de fioul domestique, double enveloppe de capacité unitaire de 100 m ³ soit un stockage de 170 tonnes. Quantité totale stockée : 170 tonnes.
4734-2.c	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris les cavités souterraines, pour les autres stockages,	Stockage complémentaire de fioul domestique de 500 litres pour l'alimentation du groupe électrogène, soit environ 0,43 tonne.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
		étant supérieure ou égale à 50 tonnes d'essence ou 250 tonnes au total mais inférieure à 1 000 tonnes au total.	Quantité totale stockée : 0,43 tonne

A (Autorisation), E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé).

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative à la combustion et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives aux grandes installations de combustion.

Article 2.2 - Situation de l'établissement

L'établissement est situé sur les parcelles suivantes de la commune de NANCY :

Commune	Section	Parcelles
NANCY	AX	85
	AW	144 pour partie /145

Article 2.3 - Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Installation de combustion au sens de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé	Appareil	Combustible	Puissance (MW)	Nombre maximal annuel d'heures équivalentes à un fonctionnement à puissance nominale (h/an)	Date d'autorisation
Installation n° 1	Chaudière n° 1	Gaz naturel (GN) / Fioul domestique (FD)	13,83	8750 (GN) 1500 (FD)	AP 17/05/1996* Mise en service octobre 1996
	Chaudière n° 2	Gaz naturel (GN) / Fioul domestique (FD)	13,83	8750 (GN) 1500 (FD)	AP 17/05/1996* Gaz : mise en service en octobre 1996 13/04/2018 Fioul domestique : mise en service en novembre 2017
	Chaudière n° 3	Gaz naturel (GN)	4,4	8750	AP 17/05/1996* Mise en service octobre 1996
	Chaudière n° 5	Fioul domestique (FD)	9,47	1500	Présent arrêté Mise en service en mars 2019
	Turbine à gaz	Gaz naturel (GN)	17,4	3648	AP 21/03/2000* Mise en service en janvier 1999
	Groupe électrogène	Fioul domestique (FD)	0,6	8750	AP 17/05/1996* Mise en service en octobre 1996.

(*) : arrêtés préfectoraux abrogés

Chapitre 3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Chapitre 4 - Modifications et cessation d'activité

Article 4.1 - Porter à connaissance

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le Préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le Préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Article 4.2 - Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 4.3 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 4.4 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 2.3 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 4.5 - Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Article 4.6 - Cessation d'activité et usage futur

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celles des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé à l'alinéa suivant.

La notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessus.

Pour l'application des articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement, la réhabilitation du site est effectuée en vue de permettre un usage compatible à la vocation des zones et conforme aux règles des documents d'urbanisme applicables à celles-ci. L'usage futur du site envisagé est un usage inchangé par rapport à l'usage actuel, soit un usage industriel.

Au titre de l'article R. 515-75 du Code de l'Environnement, l'exploitant prend comme état initial le rapport de base susvisé.

Chapitre 5 - Garanties financières

Article 5.1 - Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Article 5.2 :- Montant des garanties financières

Le montant initial de référence des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif au calcul des garanties financières, est fixé à 87 663,10 euros TTC (avec un indice TPO1 fixé en Mai 2020 à 710,30 et un taux de TVA de 20 %).

Article 5.3 - Établissement des garanties financières

Conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas obligation de constituer ces garanties financières.

Article 5.4 - Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

Article 5.5 - Quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Code déchet	Types de déchets	Quantités maximales pouvant être présentes dans l'établissement	Mode de stockage	Fréquence d'enlèvement
13 05 06*	Boues de séparateur	2,06 t (*)	Cuve séparateur	Enlèvement au besoin
15 02 02*	Emballages souillés Filtres à huiles Glycol	0,4 t par an 0,001 t par an 0,02 t par an	Palette Fût 200 litres Bidon 20 litres	2 ans 5 ans 5 ans
16 05 04*	Aérosols	0,01 t par an	Fût 200 litres	3 ans
20 01 21*	Tubes néons	0,001 t par an	Kit carton 70 tubes	3 ans
15 02 02	Chiffons et absorbants	0,02 t par an	Fût 200 litres	2 ans
16 10 02	Résidus d'analyse d'eau	0,02 t par an	Palette	2 ans

(*) : donnée de 2015 - gestion commune des boues de séparateur avec celles du site de la chaufferie biomasse Victor, la quantité enlevée correspondant au cumul des deux installations.

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre 6 - Déclaration annuelle des émissions polluantes

Les installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Chapitre 7 - Bilan de surveillance

L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, avant le 30 avril de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des mesures prises ou réalisées relatives à :

- la surveillance des rejets atmosphériques (mesures en continu et mesures périodiques) ;
- la surveillance des rejets aqueux (mesures en continu et mesures périodiques) ;
- la surveillance des eaux souterraines et des sols le cas échéant ;
- l'utilisation rationnelle de l'énergie et aux émissions de gaz à effet de serre ;
- la surveillance environnementale ;
- la gestion des déchets ;
- la formation du personnel ;
- la gestion des stockages ;
- l'entretien et maintenance des installations.

Par ailleurs, ce bilan fournit explicitement le nombre d'heures de fonctionnement de chaque chaudière sur la période considérée.

TITRE 2 - Gestion de l'établissement

Chapitre 8 - Exploitation des installations

Article 8.1 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- limiter les consommations d'énergie ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 8.2 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 8.3 - Management environnemental

L'exploitant met en place un système de management environnemental comprenant :

- l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
 - recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
 - contrôle efficace des procédés ;
 - gestion des modifications.

Article 8.4 - Gestion des périodes de fonctionnement en condition d'exploitation autres que normales (OTNOC)

Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :

- les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 8.5 du présent arrêté préfectoral ;
- les périodes d'indisponibilité soudaines et imprévisibles d'un combustible à faible teneur en soufre ou de gaz naturel visées à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé. L'exploitant établit et met en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental prévu à l'article 8.3, un plan de gestion des périodes OTNOC adapté aux rejets polluants potentiels pertinents. Ce plan vise à réduire les émissions dans l'air ou dans l'eau lors de ces périodes et comprend les éléments listés à la MTD 10 de la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la Commission du 31 juillet 2017 susvisée.

L'exploitant surveille de manière appropriée les émissions dans l'air ou dans l'eau lors des OTNOC conformément à la description de la MTD 11 de la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la Commission du 31 juillet 2017 susvisée.

Article 8.5 - Périodes de démarrage et d'arrêt

Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.

Les consignes précitées déterminent les périodes de démarrage et d'arrêt en fonction des critères fixés par la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE susvisée.

Chapitre 9 - Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, manches de filtration.

Chapitre 10 - Émissions de gaz à effet de serre

La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R. 229-5 du Code de l'Environnement :

Activité	Gaz à effet de serre concerné
Combustion	Dioxyde de carbone

Cette autorisation d'exploiter vaut autorisation d'émettre des gaz à effet de serre au titre de la Directive 2003/87/CE et ce, conformément à l'article L. 229-6 du Code de l'Environnement.

Chapitre 11 - Utilisation rationnelle de l'énergie

Article 11.1 - Management de l'énergie

L'exploitant met en place un système de management environnemental de l'énergie. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses installations indiquant à minima à une fréquence mensuelle :

- la consommation de combustible par équipement ;
- l'énergie électrique produite ;
- la chaleur produite ;
- les rendements des installations calculés à partir de ces données.

Article 11.2 - Mesure efficacité énergétique

Dans l'année suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une mesure de l'efficacité énergétique (rendement électrique ou rendement thermique) à charge nominale des unités exploitées, si l'exploitant ne dispose pas de telles données.

Après chaque modification susceptible d'avoir une incidence sur le rendement des installations, une mesure à charge nominale du rendement thermique, selon l'équipement modifié, est réalisée.

La mesure est réalisée conformément aux normes en vigueur ou selon une procédure définie par l'exploitant, s'il n'existe pas de norme, afin de garantir l'obtention de données de qualité scientifique équivalente entre les mesures.

TITRE 3 - Prévention de la pollution atmosphérique

Chapitre 12 - Principes Généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites, est interdit.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les installations d'entreposage, manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs (arrosage, capotage, aspiration) permettant de prévenir les envols de poussières.

Chapitre 13 - Cheminées et vitesses minimales d'éjection

Les caractéristiques des installations de combustion et de la cogénération sont les suivantes :

	Chaudière 1	Chaudière 2	Chaudière 3	Chaudière 5	Cogénération
Combustible	Gaz naturel ou fioul domestique	Gaz naturel ou fioul domestique	Gaz naturel	Fioul domestique	Gaz naturel
Puissance thermique nominale	13,83MW	13,83MW	4,4MW	9,47MW	17,4MW
Heures de fonctionnement	8750h/an (GN) 1500h/an (FOD)	8750h/an (GN) 1500h/an (FOD)	8750h/an	1500h/an	3648h/an
Hauteur de cheminée	20m	20m	20m	22m	20m
Diamètre de la cheminée	1m	1m	0,55m	0,8m	1,4m
Débit des fumées maximal en m ³ /h	27412m ³ /h (GN) 28249m ³ /h (FOD)	27412m ³ /h (GN) 28249m ³ /h (FOD)	8721m ³ /h	20426m ³ /h	106598m ³ /h
Débit nominal en Nm ³ /h	14622m ³ /h (GN) 15117m ³ /h (FOD)	14622m ³ /h (GN) 15117m ³ /h (FOD)	4652m ³ /h	10352m ³ /h	55191m ³ /h
Vitesse d'éjection minimale en marche nominale	8m/s	8m/s	8m/s	8m/s	25m/s

Tout changement de combustible sera soumis à l'accord préalable du Préfet sur avis technique de l'inspection des installations classées.

Les flux annuels maximum des polluants émis à l'atmosphère par l'ensemble de l'établissement n'excéderont pas les valeurs suivantes :

Polluants	Flux annuel maximum (t/an)
Oxyde de soufre	20,1
Oxyde d'azote	58,8
Poussières	4,12
Monoxyde de carbone	29,6
HAP	0,01
COV (en carbone total)	77,8

Ce flux maximum prend notamment en compte les émissions canalisées pendant toutes les périodes d'exploitation y compris les périodes visées à l'article 8.4 du présent arrêté préfectoral et, le cas échéant, les émissions diffuses.

Chapitre 14 - Valeurs limites des rejets

Les Valeurs Limites d'Emission (VLE) fixées au chapitre 14 s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés, à l'exception des périodes visées à l'article 8.4 du présent arrêté préfectoral. Ces périodes sont limitées autant que possible dans le temps.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites définies aux articles ci-après en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en oxygène (O₂) dans les effluents en volume :
 - de 15 % dans le cas des turbines ;
 - de 3 % en cas de combustion de gaz naturel dans une chaudière ;
 - de 6 % en cas de combustion de biomasse.

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube normal (mg/Nm³) sur gaz sec.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Article 14.1 - Valeurs limites des rejets de la chaudière 1

La durée de fonctionnement au fioul domestique est inférieure à :

- 1 500 h/an en moyenne mobile calculée sur une période de 5 ans jusqu'au 31/12/2024 ;
- 1 500 h/an à partir du 01/01/2025.

	Combustible	Concentration maximale (mg/Nm ³) jusqu'au 31/12/2024	Concentration maximale (mg/Nm ³) au 01/01/2025
SO ₂	Gaz naturel	30	30
	Fioul domestique	300	200
NO _x	Gaz naturel	120	
	Fioul domestique	300	200
Poussières	Gaz naturel	5	
	Fioul domestique	30	
CO	Gaz naturel	30	
	Fioul domestique	50	
HAP ¹	Gaz naturel	0,1	
	Fioul domestique	0,1	
COVNM	Gaz naturel	110	

	Combustible	Concentration maximale (mg/Nm ³) jusqu'au 31/12/2024	Concentration maximale (mg/Nm ³) au 01/01/2025
	Fioul domestique		
Cd+Hg+Tl et leurs composés	Gaz naturel	/	
	Fioul domestique	0,1	
Cd ou Hg ou Tl	Gaz naturel	/	
	Fioul domestique	0,05 par métal	
As +Se+Te et leurs composés	Gaz naturel	/	
	Fioul domestique	1	
Pb et ses composés	Gaz naturel	/	
	Fioul domestique	1	
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et leurs composés	Gaz naturel	/	
	Fioul domestique	5	

1 : Benzo (a) anthracène ; Benzo (k) fluoranthène ; Benzo (b) fluoranthène ; Benzo (a) pyrène ; Dibenz (a, h) anthracène ; Benzo (g, h, i) pérylène ; Indéno (1, 2, 3 - c, d) pyrène ; fluoranthène.

Article 14.2 - Valeurs limites des rejets de la chaudière 2

La durée de fonctionnement au fioul domestique est inférieure à :

- 1 500 h/an en moyenne mobile calculée sur une période de 5 ans jusqu'au 31/12/2024 ;
- 1 500 h/an à partir du 01/01/2025.

	Combustible	Concentration maximale (mg/Nm ³) jusqu'au 31/12/2024	Concentration maximale (mg/Nm ³) au 01/01/2025
SO ₂	Gaz naturel	30	30
	Fioul domestique	300	200
NO _x	Gaz naturel	120	
	Fioul domestique	300	150
Poussières	Gaz naturel	5	
	Fioul domestique	30	
CO	Gaz naturel	30	
	Fioul domestique	50	
HAP ¹	Gaz naturel		0,1
	Fioul domestique	0,1	0,1
COVNM	Gaz naturel	110	110
	Fioul domestique		
Cd+Hg+Tl et leurs composés	Gaz naturel	/	/
	Fioul domestique	0,1	0,1
Cd ou Hg ou Tl	Gaz naturel	/	/
	Fioul domestique	0,05 par métal	0,05 par métal
As +Se+Te et leurs composés	Gaz naturel	/	/
	Fioul domestique	1	1
Pb et ses composés	Gaz naturel	/	/
	Fioul domestique	1	1
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et leurs composés	Gaz naturel	/	/
	Fioul domestique	5	5

1 : Benzo (a) anthracène ; Benzo (k) fluoranthène ; Benzo (b) fluoranthène ; Benzo (a) pyrène ; Dibenz (a, h) anthracène ; Benzo (g, h, i) pérylène ; Indéno (1, 2, 3 - c, d) pyrène ; fluoranthène.

Article 14.3 - Valeurs limites des rejets de la chaudière 3

	Combustible	Concentration maximale (mg/Nm ³)
SO ₂	Gaz naturel	30
NO _x		120
Poussières		5
CO		30
HAP ¹		0,1
COVNM		110
Cd+Hg+Tl et leurs composés		/
Cd ou Hg ou Tl		/
As +Se+Te et leurs composés		/
Pb et ses composés		/
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn et leurs composés		/

1 : Benzo (a) anthracène ; Benzo (k) fluoranthène ; Benzo (b) fluoranthène ; Benzo (a) pyrène ; Dibenzo (a, h) anthracène ; Benzo (g, h, i) pérylène ; Indéno (1, 2, 3 - c, d) pyrène ; fluoranthène.

Article 14.4 - Valeurs limites des rejets de la chaudière 5

La durée de fonctionnement au fioul domestique est inférieure à 1 500 h/an.

	Combustible	Concentration maximale mg/Nm ³)
SO ₂	Fioul domestique	170
NO _x		150
Poussières		30
CO		50
HAP ¹		0,1
COVNM		50
Cd+Hg+Tl et leurs composés		0,1
Cd ou Hg ou Tl		0,05 par métal
As +Se+Te et leurs composés		0,1
Pb et ses composés		1
Sb+Cr+Co+Cu+S n+Mn+Ni+V+Zn et leurs composés		5

1 : Benzo (a) anthracène ; Benzo (k) fluoranthène ; Benzo (b) fluoranthène ; Benzo (a) pyrène ; Dibenzo (a, h) anthracène ; Benzo (g, h, i) pérylène ; Indéno (1, 2, 3 - c, d) pyrène ; fluoranthène.

Article 14.5 - Valeurs limites d'émission de la turbine à gaz

	Combustible	Concentration maximale (mg/Nm ³)
SO ₂	Gaz naturel	15
NO _x		80
Poussières		5
CO		100

Chapitre 15 - Conditions de respect des valeurs limites d'émission des mesures en continu et des mesures périodiques

Article 15.1 - Conditions de respect des valeurs limites d'émission en concentration des mesures en continu

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune valeur moyenne mensuelle validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté ;
- aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse 110 % de la valeur limite fixée par le présent arrêté ;
- 95 % des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année civile ne dépassent pas 200 % de la valeur limite d'émission.

Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé.

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte :

- des valeurs mesurées durant les périodes visées à l'article 8.4 du présent arrêté préfectoral ;
- des valeurs mesurées qui sont négatives.

Pour la soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % prévue à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé, la correction à apporter par l'exploitant à la valeur mesurée est définie comme étant le produit du pourcentage mentionné à l'article 32 de l'arrêté précité par la valeur limite d'émission lorsque la valeur moyenne mesurée est supérieure à celle-ci ou par la valeur moyenne mesurée dans le cas contraire.

Article 15.2 - Conditions de respect des valeurs limites d'émission en concentration des mesures périodiques

Dans le cas de mesures périodiques, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures, définis et déterminés conformément aux dispositions du présent arrêté, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

Article 15.3 - Conditions de respect des valeurs limites d'émission en flux annuels

La vérification des valeurs limites relatives aux flux de polluants est réalisée :

- sans prise en compte des valeurs mesurées qui sont négatives ;
- sans soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % définie à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé.

Chapitre 16 - Modalités de réalisation des mesures pour tous les appareils de combustion

Les méthodes de mesure, prélèvements et analyses de référence sont fixés par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 susvisé.

Les mesures périodiques des émissions de polluants sont fixées par l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 susvisé.

Chapitre 17- Suivi des appareils de mesure en continu et incertitudes de mesure

Article 17.1 - Suivi des appareils de mesure en continu

Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou versions ultérieures), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL3 et AST.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants.

Le contrôle périodique réglementaire des émissions effectué par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Article 17.2 - Incertitudes de mesure

Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- CO : 10 % ;
- SO₂ : 20 % ;
- NO_x : 20 % ;
- Poussières : 30 %.

Chapitre 18 - Surveillance des rejets

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés au chapitre 14 du présent arrêté.

En cas d'évaluation en permanence des rejets de poussières réalisée à l'aide d'un opacimètre, l'exploitant procède chaque année au titre de son programme de surveillance à des mesures périodiques, effectuées sur une période représentative, visant à s'assurer de la cohérence des résultats issus de l'opacimètre.

Les mesures périodiques prévues au précédent alinéa ne sont pas obligatoires si l'opacimètre répond aux critères de qualité QAL1, QAL2 et QAL3 et si l'exploitant réalise un test AST de son opacimètre chaque année (sauf dans les années du QAL2).

Les mesures périodiques des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance du présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) une fois tous les ans.

Article 18.1 - Chaudières 1, 2, 3 et 5

Le programme de surveillance comprend notamment des mesures en continu ou des mesures périodiques prévues comme suit :

Paramètres	Mesure en continu	Mesure annuelle
Teneur en oxygène	X	

Paramètres	Mesure en continu	Mesure annuelle
Température	X	
Pression	X	
Teneur en vapeur d'eau	X	
SO ₂	X	
NOx	X	
CO	X	
Poussières	Chaudières n° 1 et n° 3 : évaluation en permanence par opacimètre Chaudières n° 2 et n° 5 : mesure en continu par toute autre méthode que l'opacimètre	
HAP		X
COV		X
Métaux		X

Article 18.2 - Turbine à gaz

Le programme de surveillance comprend notamment des mesures en continu ou des mesures périodiques prévues comme suit :

Paramètres	Mesure en continu	Mesure annuelle
Teneur en oxygène	X	
Température	X	
Pression	X	
Teneur en vapeur d'eau	X	
CO	X	
Poussières		X

Chapitre 19 - Transmission

Le bilan des mesures réalisées est transmis trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats des mesures périodiques des émissions sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 3 mois à compter de la date des prélèvements.

Chapitre 20 - Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (les dépoussiéreurs...).

Chapitre 21 - Prescriptions applicables suite au déclenchement de la procédure d'alerte pour les PM 2,5 et PM 10 en période de pic de pollution atmosphérique

Article 21.1

La société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR pour ses activités exercées sur le territoire de la commune de NANCY est tenue de mettre en œuvre les mesures d'urgence définies dans le présent chapitre en cas de déclenchement de la procédure d'alerte prévue par l'arrêté inter préfectoral du 24 mai 2017 relatif à la gestion des épisodes de pollution atmosphérique et au déclenchement des procédures d'information-recommandation et d'alerte pour les particules.

Dès le déclenchement de la procédure d'information-recommandation prévue par l'arrêté inter préfectoral précité pour les particules (PM 10 et PM 2,5), les installations fonctionnent uniquement au gaz naturel en substitution temporaire au fioul domestique sous réserve de disponibilité du combustible gaz et des moyens de production associés.

Article 21.2 - Mise en œuvre des mesures d'urgence

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement des dispositifs et met en œuvre les actions suivantes de réduction temporaire de ses émissions dans l'air ambiant :

- A partir du déclenchement de la procédure d'alerte aux particules, privilégier l'utilisation du gaz naturel, et ce jusqu'à la fin de l'épisode d'alerte, sous réserve de disponibilité du combustible et des équipements de combustion au gaz naturel.
- Par ailleurs, il convient de :
 - sensibiliser les opérateurs d'activités génératrices de poussières ;
 - mettre en place une procédure de vérification immédiate des performances des outils épuratoires, du respect des valeurs limites d'émission et de mise en œuvre d'actions en cas de dérives constatées ;
 - mettre en œuvre les actions prévues en cas de dérives constatées ;
 - reporter les opérations de maintenance ayant un impact poussières ;
 - reporter à la fin de l'épisode de pollution certaines opérations émettrices de particules ou d'oxyde d'azote ;
 - réduire l'utilisation de groupes électrogènes pendant la durée de l'épisode de pollution et dans tous les cas, reporter les tests de fonctionnement pendant la durée du fonctionnement ;
 - limiter dans la mesure du possible l'utilisation des transports par camion, en reportant par exemple les livraisons/expéditions non-urgentes, pendant l'épisode d'alerte ;
 - informer l'inspection des installations classées de l'état des installations et des mesures prises dans les 12 heures ouvrées qui suivent le déclenchement de l'alerte.

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

Article 21.3 - Période d'application des mesures d'urgence

L'exploitant est informé des déclenchements de seuil d'information/recommandation, d'alerte et de la fin des procédures par l'AASQA ATMO Grand Est à qui la DREAL Grand Est a délégué la responsabilité de la transmission de l'information. L'exploitant transmet à la DREAL Grand Est les coordonnées des contacts (nom, fonction, mail) qui recevront l'information.

Dès le déclenchement de la procédure d'information et de recommandation prévue par l'arrêté inter préfectoral précité, l'exploitant anticipe la mise en œuvre éventuelle des mesures prévues à l'article 21.2 du présent arrêté.

Leur mise en œuvre est effective de manière immédiate et jusqu'à information officielle de fin d'alerte diffusée par le réseau de surveillance de la qualité de l'air.

Article 21.4 - Bilan des actions mises en œuvre

Dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de l'information officielle de fin de l'épisode d'alerte, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées de la DREAL, un bilan qualitatif des actions conduites en application du présent arrêté.

Ce bilan comprend si possible une estimation des émissions de poussières totales et/ou PM 2,5 évitées.

Article 21.5 - Persistance

En cas de persistance de l'alerte, le Préfet peut imposer à partir du niveau 3, après consultation d'un comité d'expert, dans le respect prioritaire des règles de sécurité, la mise en œuvre de mesures complémentaires.

Chapitre 22 - Prescriptions applicables aux contrôles inopinés des rejets atmosphériques

Article 22.1

La société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR pour ses activités exercées sur le territoire de la commune de NANCY est tenue de choisir un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement pour la réalisation de contrôles de rejets atmosphériques inopinés, excluant ceux qui réalisent ou participent aux contrôles sur site des dits rejets (pour l'année en cours et la précédente).

Ce laboratoire devra pouvoir intervenir pour la réalisation d'un contrôle annuel des polluants réglementés et/ou autosurveillés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou les arrêtés ministériels sectoriels applicables.

Le nom du laboratoire retenu par l'exploitant est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées qui mandatera lorsqu'il le souhaitera, pour une date confidentielle de son choix, le laboratoire désigné ou, le cas échéant, un autre laboratoire répondant aux critères du présent arrêté préfectoral.

Les dépenses occasionnées par ces contrôles inopinés sont à la charge de l'exploitant.

L'exploitant justifie que le laboratoire est choisi dans le respect du premier alinéa du présent article et de l'article 22.2.

Lors de modifications des paramètres réglementés et/ou autosurveillés, il appartiendra à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires auprès du laboratoire désigné.

Article 22.2 - Conditions de réalisation des contrôles

Les opérations de mesures, prélèvements et d'analyses doivent être réalisées par des organismes agréés par le ministère chargé de l'environnement tel que prévu dans l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant les modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvement et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Les justificatifs de cet agrément sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence s'appliquent aux contrôles visés par le présent chapitre.

L'exploitant est tenu d'en informer le prestataire désigné que ce dernier est tenu au strict respect de la confidentialité concernant la date de contrôle.

L'accès au site, la réalisation d'un plan de prévention, le listing des équipements de protections individuelles nécessaires et toute disposition nécessaire à la bonne réalisation des contrôles seront établis préalablement à la transmission du nom du laboratoire à l'inspection des installations classées.

Article 22.3 - Conditions d'élaboration du rapport de contrôle

Le rapport doit contenir à minima les données suivantes :

- une description sommaire des installations ;

- une description des conditions de fonctionnement des installations contrôlées :

- conditions de fonctionnement de l'unité de production pendant les prélèvements ;
- événements particuliers relatifs au fonctionnement de l'outil de production susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats d'analyses des rejets.

- la méthodologie et les appareillages mis en œuvre :

- énonciation des normes mises en œuvre : en l'absence de norme, la méthodologie exploitée et les éléments normés pris en référence sont précisés ;
- description de la chaîne de mesure et des conditions de prélèvement ;
- dispositions prises pour les mesures ;
- déroulement des mesures, le cas échéant tout écart méthodologique par rapport à la norme ainsi que les explications motivant ces écarts seront précisés ;
- liste des incidents éventuels de l'outil de contrôle et caractérisation de leur incidence sur les résultats.

- les résultats du contrôle opéré :

- les caractéristiques de rejet des substances contrôlées sont ramenées dans les conditions standards ;
- les limites de détection et de quantification ainsi que les incertitudes de mesure sont également précisées ;
- leurs comparaisons aux valeurs réglementaires applicables ;
- les conclusions du contrôle.

Article 22.4

A la demande de l'exploitant, l'inspection des installations classées appréciera si le contrôle inopiné peut se substituer aux contrôles réglementaires périodiques, réalisés par un organisme agréé par le ministère, de la période considérée.

Chapitre 23 - Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Chapitre 24 - Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), revêtues et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- la vitesse de circulation des véhicules est limitée à l'intérieur de l'exploitation ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Les voies de circulation sont arrosées si nécessaire en période sèche afin de limiter les envols de poussières générés par la circulation.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

TITRE 4 - Prévention de la pollution des eaux

Chapitre 25 - Dispositions Générales

Article 25.1 - Principes Généraux

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune ou de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement ou au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, ou de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux du milieu naturel.

Les effluents rejetés doivent être exempts de matières flottantes.

Article 25.2 - Canalisations

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont conçues et aménagées de manière à être curables, étanches et résister aux actions physiques et chimiques des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux installées à l'intérieur de l'établissement depuis août 2005 sont aériennes.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 25.3 - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte des effluents doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...);
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Il est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

Article 25.4 - Transport de produit

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Chapitre 26 - Prélèvement et consommation d'eau

Article 26.1 - Origine des approvisionnements en eau

Le site est alimenté par le réseau d'eau public.

La consommation d'eau est de 7 000 m³/an.
L'arrivée d'eau est dotée d'un système de disconnexion.

Article 26.2 - Réseau d'eau potable

L'eau du réseau public est utilisée :

- pour couvrir les besoins sanitaires du personnel ;
- pour l'appoint du circuit d'eau, des équipements de combustion et du réseau de chaleur.

Chapitre 27 - Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Article 27.1 - Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées constituées des eaux sanitaires et domestiques ;
- les eaux pluviales de ruissellement sur les surfaces étanches (voirie, stockages...) et de toiture ;
- les eaux industrielles.

Dans le présent arrêté, les eaux industrielles proviennent :

- des circuits de refroidissement de l'unité de production, y compris des purges ;
- des résines échangeuses d'ions ;
- des purges elles-mêmes ;
- des opérations de nettoyage, notamment chimique des circuits ;

Article 27.2 - Collecte et traitement des effluents

27.2.1. - Principes Généraux

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 27-5 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

27.2.2. - Collecte des effluents sur le site

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

L'évacuation des effluents de l'installation globale dans le réseau public fait l'objet d'une autorisation de déversement avec la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Nature de l'effluent	Traitement interne	Exutoire
Eaux usées domestiques	/	Réseau d'eaux usées communal puis station d'épuration de MAXEVILLE
Eaux usées chaufferie	Refroidissement Neutralisation Séparateurs d'hydrocarbure	Réseau d'eaux usées communal puis station d'épuration de MAXEVILLE
Eaux usées cogénération	Séparateurs à hydrocarbures	Réseau d'eaux usées communal puis station d'épuration de MAXEVILLE
	/	
Eaux de l'aire de dépotage	Séparateur à hydrocarbures	Réseau d'eaux usées communal puis station d'épuration de MAXEVILLE
Eaux pluviales (toiture, voiries, parkings)	/	Réseau d'eaux pluviales communal

Les différents effluents ne peuvent être rejetés dans le réseau public que si les valeurs limites fixées à l'article 27-5 suivant sont respectées.

Article 27.3 - Gestion des ouvrages : Conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les installations concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 27.4 - Entretien et conduite des installations de traitement

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les bacs débourbeurs des séparateurs d'hydrocarbures du site font l'objet de contrôles fréquents de leur niveau de remplissage et de curages réguliers pour pallier tout débordement ou infiltration préjudiciable à la qualité du milieu naturel. Ces ouvrages de traitement sont régulièrement entretenus conformément aux recommandations du constructeur et a minima 1 fois par an. Au moment de cette vidange, une vérification du bon fonctionnement de l'obturateur est également réalisée.

Article 27.5 - Caractéristiques des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;

- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les prescriptions suivantes :

- température < 30° C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Les rejets doivent respecter les prescriptions suivantes :

Polluant	Matières en suspension	DCO	Hydrocarbures totaux	Sulfates	Phosphore
Valeur limite en mg/l	100	200	10	2000	10

Article 27.6 - Mesure périodique

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés à l'article 27-5 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées.

Le bilan des mesures est transmis dès réception à l'Inspection des Installations Classées accompagné de commentaires sur les causes des éventuels dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

TITRE 5 - Prévention de la pollution des eaux souterraines et des sols

Chapitre 28 - Moyens nécessaires à l'entretien et surveillance des mesures de protection contre la pollution des sols et des eaux souterraines

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines.

Il tient à la disposition de l'Inspection, les éléments justificatifs visant à démontrer du respect du précédent alinéa (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

Chapitre 29 - Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Article 29.1 - Programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant complète le programme de surveillance proposé dans le rapport de base par la fréquence et la localisation des points de prélèvements retenus et le propose au Préfet,.

Pour le choix des paramètres, l'exploitant s'appuiera sur la méthodologie définie au sein de la partie 2 de la version 2.2 du guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED.

Ce programme est mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du Préfet.

Article 29.2 - Création d'ouvrage et surveillance des eaux souterraines

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les normes ou règles de l'art en vigueur.

La localisation des ouvrages est précisée sur un plan actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eaux sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement.

L'exploitant joint aux résultats d'analyses, un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Chapitre 30 - Surveillance de la qualité des sols

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant complète le programme de surveillance proposé dans le rapport de base par la fréquence et la localisation des points de prélèvements retenus et le propose au Préfet,

Pour le choix des paramètres, l'exploitant s'appuiera sur la méthodologie définie au sein de la partie 2 de la version 2.2 du guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED.

Ce programme est mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du Préfet.

TITRE 6 - Gestion des sous-produits et des déchets

Chapitre 31 - Principes de gestion

L'exploitant établit et met en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des déchets visant à être en conformité avec le II de l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Chapitre 32 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-196 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Chapitre 33 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Chapitre 34 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Chapitre 35 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

Chapitre 36 - Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R. 541-50 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Chapitre 37 - Emballages industriels

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 et R. 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L. 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

Chapitre 38 - Surveillance des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilise pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

TITRE 7 - Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Chapitre 39 - Dispositions générales

Article 39.1 - Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées leur sont applicables.

Article 39.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Article 39.3 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Chapitre 40 - Niveaux acoustiques

Article 40.1 - Valeurs Limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35dB(A) et inférieur ou égal à 45dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 40.2 - Niveaux limites de bruit

Par ailleurs, les niveaux de bruit, en limite de propriété de l'établissement, ne doivent pas dépasser 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieure à cette limite.

Article 40.3 - Contrôle des nuisances sonores et mesures périodiques

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Des mesures de niveau de bruit et de l'émergence sont effectuées sur demande de l'Inspection des installations classées.

L'Inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

Chapitre 41 - Principes Généraux

Article 41.1 - Consignes d'exploitation

Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente de personnel qualifié, qui vérifie périodiquement le bon fonctionnement des systèmes de sécurité et de la bonne alimentation en combustible des installations de combustion.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement des installations et des dispositifs assurant leur mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement des installations.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt d'une installation, celle-ci est protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien) fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites et rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant d'effectuer ces travaux ;
- l'interdiction d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique ;
- les conditions de délivrance du permis d'intervention ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ;
- la conduite à tenir en cas d'indisponibilité d'un dispositif de réduction des émissions.

Ces consignes sont régulièrement mises à jour.

Article 41.2 - Caractérisation des risques

41.2.1 - Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

En particulier, l'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages.

41.2.2 - Zonage interne à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportés sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 41.3 - Infrastructures et installations

41.3.1 - Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

Un plan de l'installation est affiché à l'extérieur de la chaufferie à proximité de son accès. L'ensemble des dispositifs de coupure sera facilement accessible.

41.3.2 - Gardiennage et contrôle des accès

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

Article 41.4 - Caractéristiques minimales des voies

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m ;
- rayon intérieur de giration : 11 m ;
- hauteur libre : 3,50 m ;
- rayon de braquage extérieur : 14,50 m ;
- pente maximum : 10 % ;
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

Article 41.5 - Bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation ou protégés en conséquence.

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Article 41.6 - Installations électriques - mise à la terre

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Un interrupteur général, bien signalé et installé dans un endroit facilement accessible et maintenu dégagé, permettra de couper le courant en cas de nécessité.

Article 41.7 - Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Dans les parties de l'installation présentant un risque « atmosphères explosibles », les installations électriques sont conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendre ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Article 41.8 - Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre, prévus dans l'étude technique, sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Article 41.9 - Chaufferie

41.9.1 - Local chaufferie

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- un dispositif de coupure manuelle de l'alimentation en gaz tel que prévu à l'article 41.8.4 ;
- un déclencheur d'alarme ;
- un interrupteur général de coupure de l'alimentation électrique.

Une plaque indicatrice de manœuvre sera installée d'une façon visible et indestructible près de chacun de ces dispositifs.

41.9.2 - Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

41.9.3 - Générateurs

Tout générateur présent dans la chaufferie devra être muni des appareils suivants :

- un indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie du générateur ;
- un dispositif indiquant la température de l'eau à l'entrée et à la sortie de chaque générateur ;
- un dispositif indiquant, soit le débit du combustible, soit le débit du fluide caloporteur (ou un dispositif totalisateur) ;
- un analyseur automatique des gaz de combustion donnant au moins la teneur en dioxyde de carbone ou toute indication équivalente (O₂).

La chaufferie doit aussi être équipée des appareils suivants :

- un enregistreur de la température du fluide à l'entrée et à la sortie de la chaufferie (cet appareil peut être commun à plusieurs générateurs lorsque ceux-ci débitent sur un collecteur commun) ;
- un enregistreur de la température des gaz de combustion au débouché du conduit de fumée.

41.9.4 - Conduites d'alimentation en gaz

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouvertes et fermées.

La coupure de l'alimentation de gaz sera assurée :

- par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz pour le **bâtiment chaufferie** ;
- par une vanne automatique asservie à quatre pressostats et aux défauts de la turbine à gaz pour le **bâtiment cogénération**.

Leur niveau de fiabilité est maximum, compte-tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Elles sont asservies à des capteurs de détection de gaz, une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs, et un pressostat.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

41.9.5 - Tuyauteries et canalisations

Les canalisations fixes et leurs supports devront être métalliques et être installés à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques et électrolytiques.

41.9.6 - Livret chaufferie

L'exploitant tient à jour un livret de chaufferie contenant au moins les renseignements suivants :

- nom et adresse de la chaufferie, du propriétaire de l'installation, et de l'exploitant de l'installation ;
- caractéristiques du local de chaufferie, des installations de stockage des combustibles, des générateurs, de l'équipement de chauffe, caractéristiques des combustibles préconisés par le constructeur, l'évacuation des gaz de combustion, le traitement des eaux, désignation des appareils des feux et de contrôle, dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ;
- conditions générales d'utilisation de la chaleur ;
- résultats des contrôles de la combustion et du fonctionnement des appareils de réglage des feux et de contrôle, visa des personnes ayant effectué ces contrôles, consignation des observations faites et des suites données ;
- grandes lignes du fonctionnement et incidents importants d'exploitation, notamment consommation annuelle de combustible ;
- indications relatives à la mise en place, au remplacement et à la réparation des appareils de réglage des feux et de contrôle. Indications des autres travaux d'entretien et opérations de nettoyage et de ramonage.

Chapitre 42 - Gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers

Article 42.1 - Conduite des installations

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doit faire l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites qui doivent être rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;

- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les conditions de délivrance des « permis d'intervention » ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

Ces consignes sont régulièrement mises à jour.

Article 42.2 - Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes sont affichées bien en évidence dans des emplacements judicieusement choisis.

Article 42.3 - Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Article 42.4 - Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.

En outre, l'ensemble du personnel a une habilitation électrique et gaz.

L'ensemble des opérateurs doit avoir reçu une formation initiale adaptée.

Une formation complémentaire annuelle à la sécurité d'une durée minimale d'une journée doit leur être dispensée par un organisme ou un service compétent. Cette formation portera en particulier sur :

- la conduite des installations ;
- les opérations de maintenance ;
- les moyens d'alerte et de secours ;
- la lecture et la mise à jour des consignes d'exploitation.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un document attestant de cette formation : contenu, date et durée de la formation, liste d'émargement.

Article 42.5 - Travaux d'entretien et de maintenance

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 42.6 - « Permis d'intervention » ou « Permis de feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Chapitre 43 - Mesures de maîtrise des risques

Article 43.1 - Surveillance et détection dans les zones pouvant être à l'origine de risques

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant.

Article 43.2 - Détecteurs incendie

Des détecteurs d'incendie sont présents au niveau du local de cogénération, du local de compression et des locaux techniques.

Au niveau du caisson de la turbine en particulier, un détecteur incendie optique de flamme est mis en place. La détection incendie dans le caisson provoque le déclenchement du système d'extinction automatique au CO₂ et l'arrêt de la turbine ainsi que l'arrêt de la ventilation du caisson pour confinement.

Article 43.3 - Détecteurs gaz

43.3.1 - Bâtiment chaufferie

Un dispositif de détection de gaz déclenchant une alarme de dépassement des seuils de danger est mis en place. Il permet :

- au seuil 1 fixé à 15 % de la limite inférieure d'explosivité du gaz (LIE), la mise en sécurité de l'appareil concerné et le report de l'incident sur l'astreinte ;
- au seuil 2 fixé à 30 % de la LIE, la mise en sécurité de l'ensemble des installations (coupure générale électricité et gaz) hormis la conservation des équipements électriques ATEX, la mise en route de l'extracteur mécanique en toiture, équipé d'un moteur antidéflagrant, et l'allumage du gyrophare extérieur.

43.3.2 - Bâtiment cogénération

Le caisson de la turbine à gaz est équipé d'un détecteur de gaz.
Les seuils de détection sont les suivants :

- seuil 1 fixé à 5 % de la limite inférieure d'explosivité du gaz (LIE) déclenchant la préalarme (allumage d'un bandeau jaune d'alerte) ;
- seuil 2 fixé à 10 % de la LIE, report de l'incident sur l'astreinte et forçage de la ventilation du caisson de la turbine à gaz si celle-ci se trouve à l'arrêt ;
- seuil 3 fixé à 20 % de la LIE entraînant l'arrêt de l'installation et l'allumage du gyrophare extérieur. Le redémarrage ne peut intervenir qu'après réarmement manuel au niveau de la centrale de détection.

43.3.3 - Local de compression

Il est équipé d'un détecteur de gaz présentant les mêmes seuils et actions que la détection au niveau du bâtiment chaufferie.

Ces détecteurs d'incendie et de gaz sont contrôlés semestriellement et entretenus par une personne compétente. Le résultat de ces contrôles sont consignés par écrits et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre 44 - Prévention des pollutions accidentelles

Article 44.1 - Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Article 44.2 - Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 44.3 - Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses ou susceptibles de contenir des produits polluants, sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement et météoriques.

Article 44.4 - Réservoirs

L'étanchéité des réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Article 44.5 - Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Article 44.6 - Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisés dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Article 44.7 - Élimination des substances ou préparations dangereuses

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

Chapitre 45 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 45.1 - Définition générale des moyens

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à sa dernière étude de dangers. L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à la caractérisation des risques définie dans le présent chapitre.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

Article 45.2 - Entretien des moyens d'intervention

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

A minima, les moyens de lutte contre l'incendie doivent être vérifiés une fois par an.

Article 45.3 - Ressources en eau et mousse

L'exploitant dispose a minima :

- de deux RIA situés au niveau de la chaufferie ;
- d'extincteurs portatifs appropriés aux risques, en nombre suffisant et judicieusement répartis ;
- d'un poteau incendie public au niveau de l'entrée du site rue Victor ;
- d'un dispositif d'extinction à CO₂ installé au-dessus de la cogénération.

Article 45.4 - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte, notamment dans le cadre de l'exploitation du site en autocontrôle (article 45.5), avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;

- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Article 45.5 - Consignes générales d'intervention

Les installations sont exploitées sans présence permanente sur site, la chaufferie et la cogénération étant gérées par autocontrôle 24 heures limité à la gestion des alarmes avant le passage à terme en autocontrôle 72 heures. L'exploitant informe préalablement l'inspection des installations classées du passage effectif de l'autocontrôle de 24 heures à 72 heures. Les alarmes sont reportées auprès du technicien d'astreinte via un système d'astreinte 24h/24.

Trois types de défaut sont gérés par les automates de sécurité en fonctionnement en autocontrôle : les alarmes simples (défaut sans dangers immédiats), les dérives de fonctionnement et les anomalies de fonctionnement qui mettent immédiatement les installations en sécurité.

Lors de l'apparition d'une anomalie, la mise en sécurité de l'installation s'effectue sans délai avant déclaration de celle-ci et appel de l'astreinte, via une chaîne câblée et une chaîne automate.

La gestion de cette alerte est définie par consigne. Ce système d'alerte fait l'objet d'exercices réguliers et a minima une fois par an. Les mesures sont prises pour améliorer son efficacité en cas d'intervention trop lente.

Article 45.6 - Propreté des locaux

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 45.7 - Installations électriques

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 modifié portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et susceptibles de présenter des risques d'explosion s'appliquent.

Les installations électriques doivent être contrôlées avant leur mise en service, après avoir subi une modification importante, et périodiquement par un technicien compétent.

Ces vérifications font l'objet d'un rapport qui est tenu en permanence à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 45.8 - Etat des stocks et plan des stockages

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de l'ensemble des produits présents sur le site, auquel est annexé un plan général de l'ensemble des stockages (produits dangereux ou non). Cet état est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services d'incendie et de secours. Il doit faire ressortir aisément les stockages correspondant à des produits dangereux (inflammables, explosifs ou réagissant au contact de l'eau) par des couleurs différentes par exemple.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Article 45.9 - Protection des milieux récepteurs

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont isolés du réseau d'assainissement de la ville de NANCY par arrêt des pompes. Le dispositif est complété par des batardeaux implantés du côté de la rue Victor.

Le volume de ce réseau (151 m³) tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

En cas de sinistre, une mesure des concentrations des différents polluants présents dans les eaux récupérées dans le réseau d'eaux usées devra être effectuée par un organisme agréé avant tout rejet dans le milieu récepteur.

Elles pourront être rejetées dans le milieu naturel si elles respectent les valeurs suivantes :

- Température < 30 °C
- pH compris entre 6,5 et 8,5
- DCO < 125 mg/l
- DBO₅ < 30 mg/l
- MES < 35 mg/l
- Hydrocarbures totaux < 10 mg/l
- Zinc < 2 mg/l.

Dans le cas de non-respect des valeurs ci-dessus, les eaux seront éliminées dans un centre de traitement autorisé à cet effet.

Les quantités d'eau rejetées dans le milieu naturel ou envoyées dans un centre de traitement, leurs caractéristiques et leur destination seront consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 9 - Dispositions administratives

Chapitre 46 – Chapitre unique

Article 46-1 - Infractions

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 46-2 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° – une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Nancy et pourra être consultée par toute personne intéressée,

2° – un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune précitée établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

3° – L'intégralité du présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 46-3 – Droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Article 46-4 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 - 54036 NANCY Cedex, ou par voie électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues ci-dessus ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 46-5 - Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de la Région Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, le maire de la commune de NANCY, les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à :


la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR.

Et dont une copie sera transmise :

- à la directrice départementale des territoires par interim,
- à la déléguée territoriale de l'Agence régionale de santé,
- à la cheffe du service interministériel de défense et de protection civile,
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours.

Nancy, le 22 DEC. 2020

le préfet,


Pour le préfet,
la secrétaire générale

Marie-Blanche BERNARD

Listes des pièces annexées au présent arrêté:

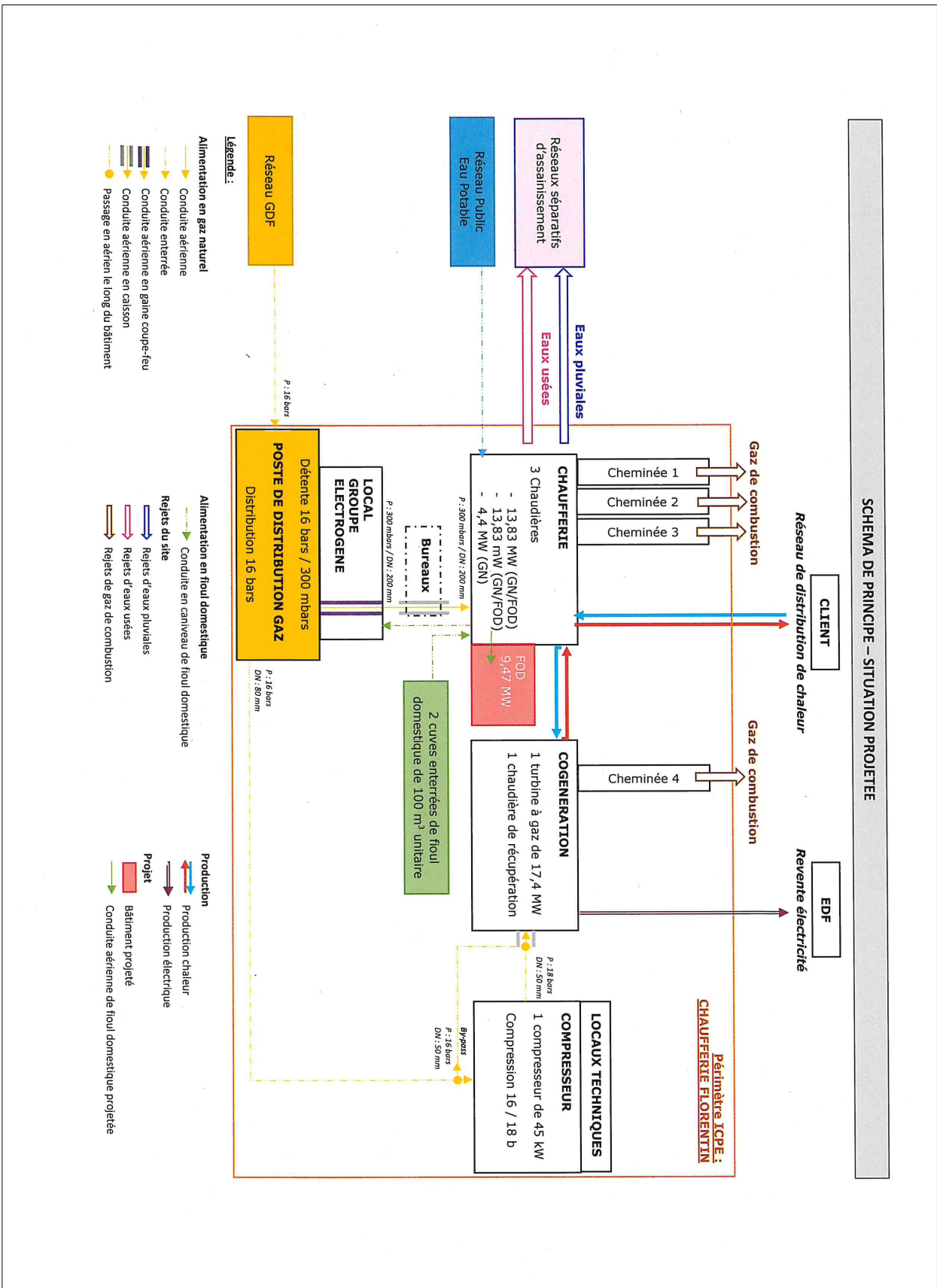
- 1) Schéma de principe de la situation projetée ;
- 2) Vue aérienne des installations ;
- 3) Plan d'ensemble des générateurs ;
- 4) Modélisation des distances d'effet en cas d'accident.

PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

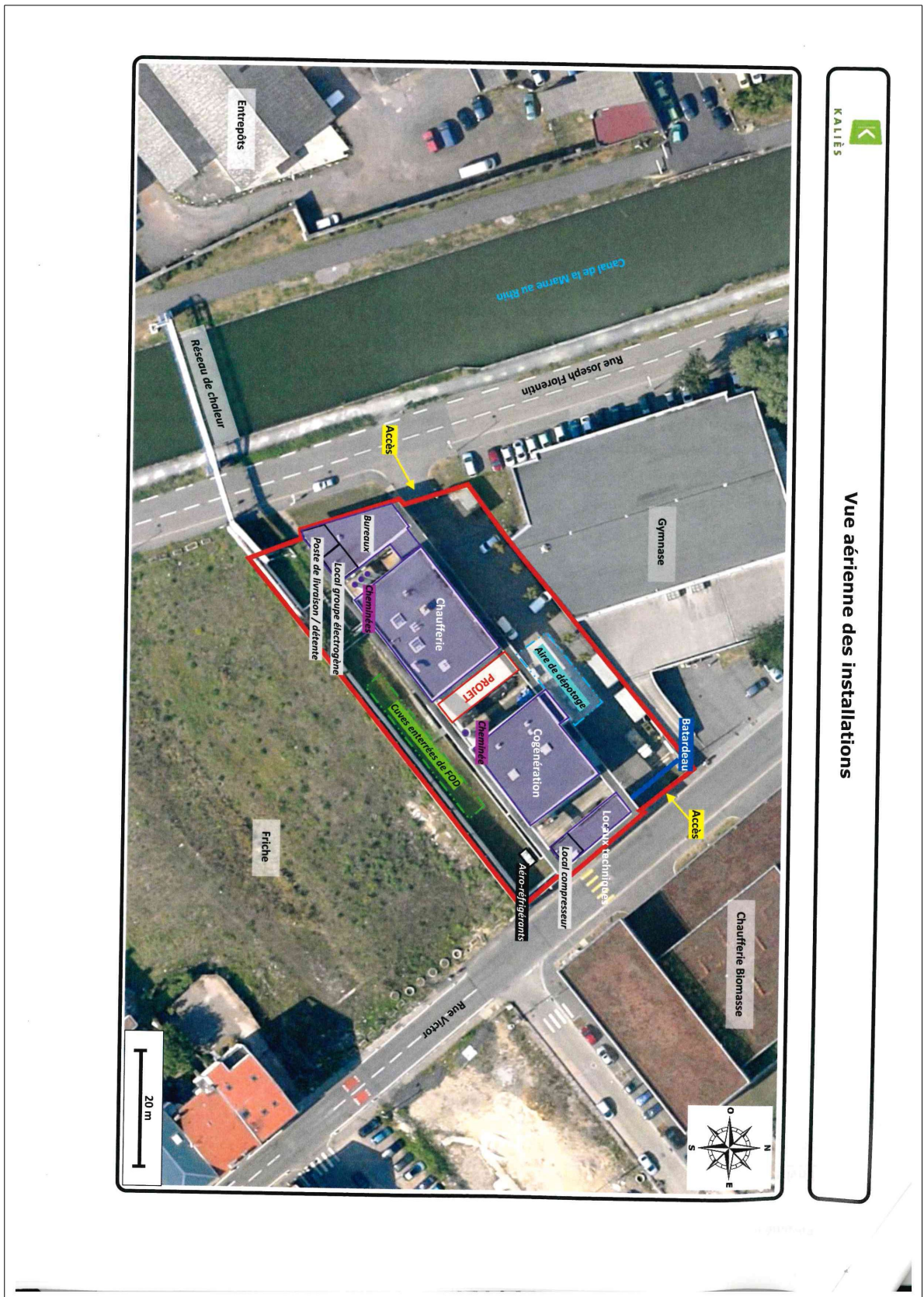
Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour
NANCY, le 22 DEC. 2020

Pour le préfet,
la secrétaire générale
Marie-Blanche BERNARD

1) Schéma de principe de la situation projetée



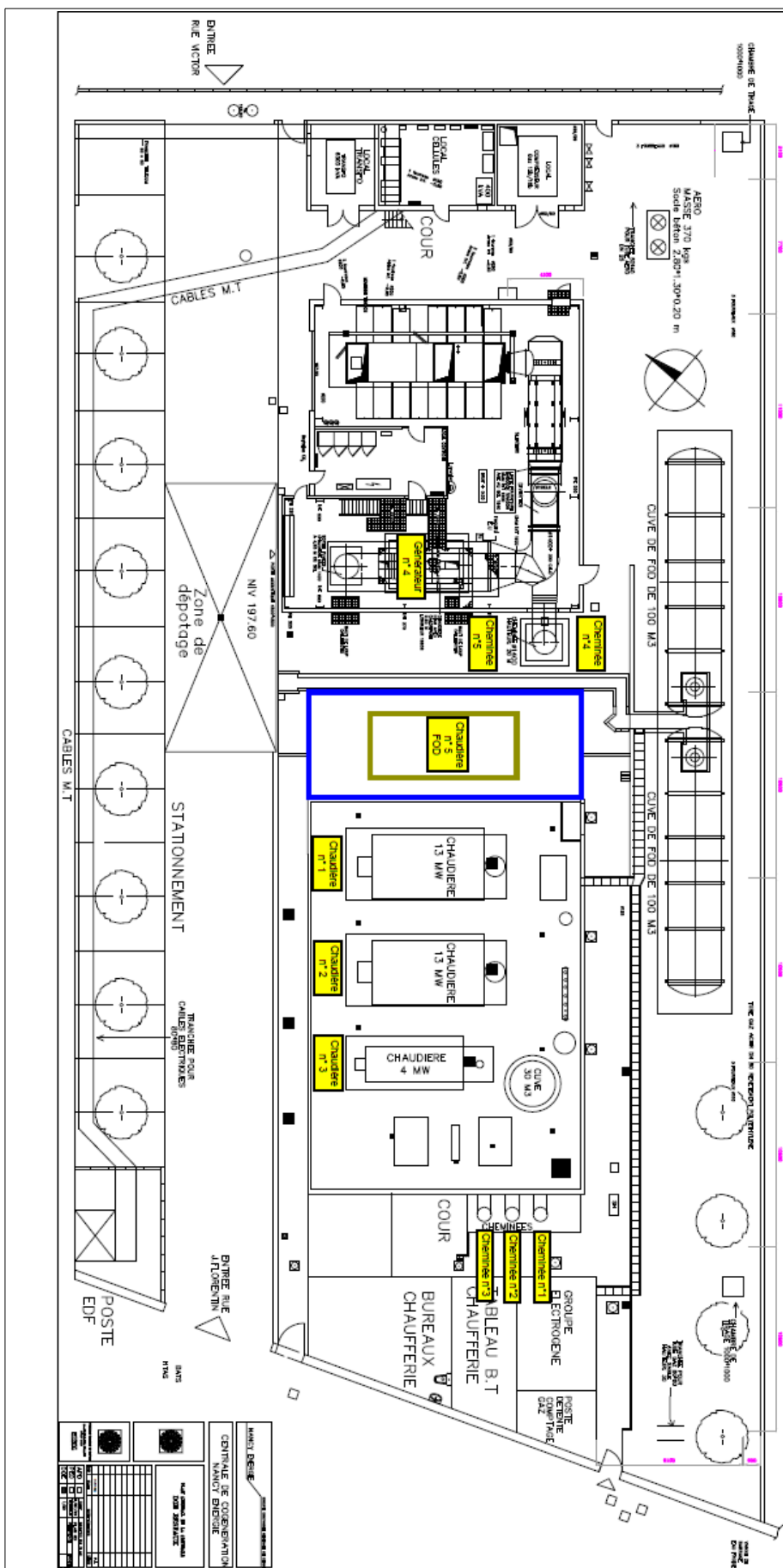
2) Vue aérienne des installations



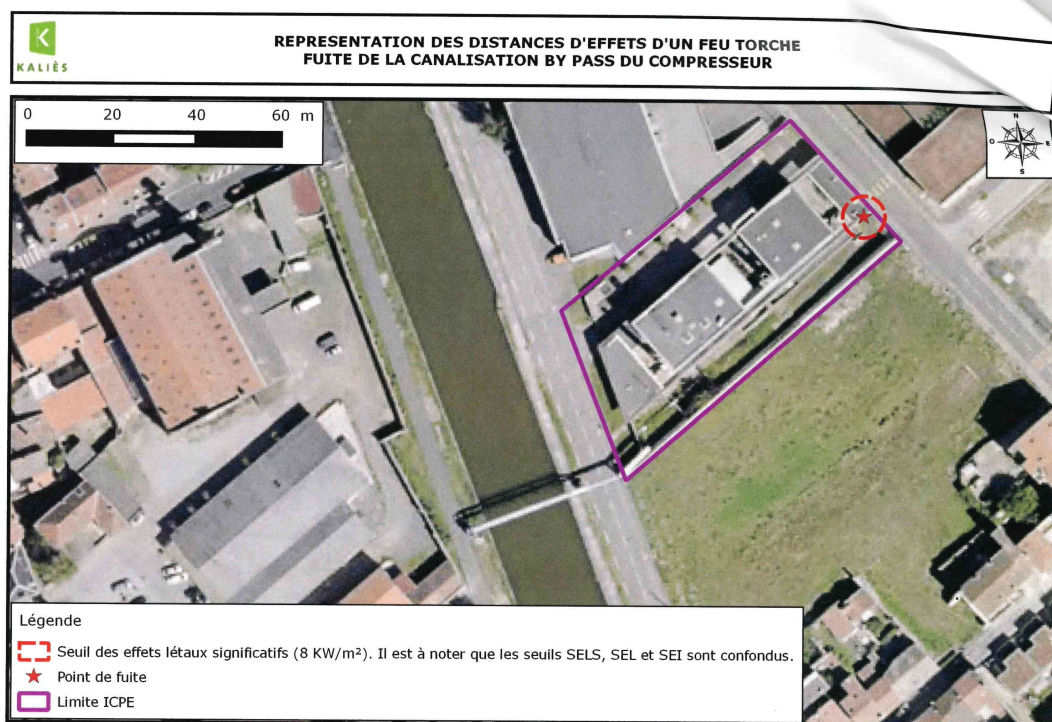
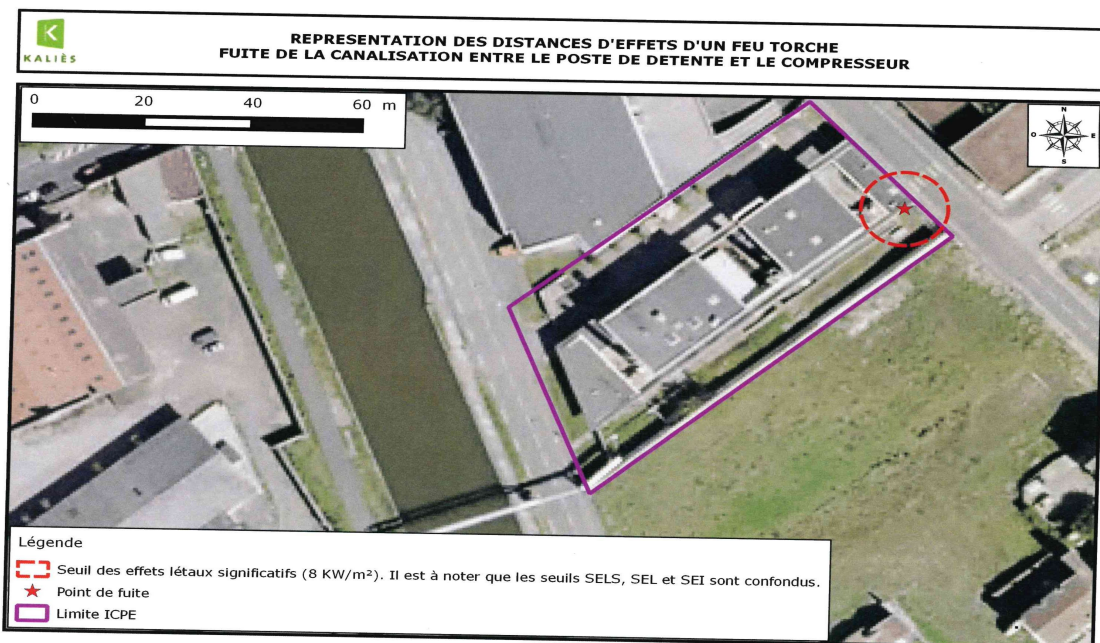
KALIÈS

Vue aérienne des installations

3) Plan de localisation des générateurs

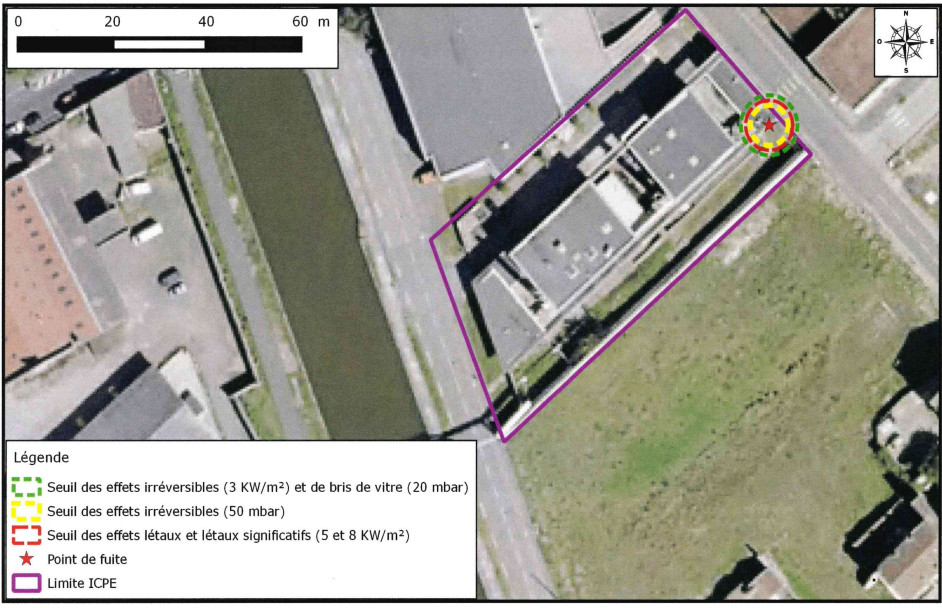
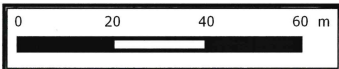


4) Modélisation des distances d'effets





REPRESENTATION DES DISTANCES D'EFFETS D'UN UVCE
FUITE DE LA CANALISATION ENTRE LE POSTE DE DETENTE ET LE COMPRESSEUR



- Légende
- Seuil des effets irréversibles (3 KW/m²) et de bris de vitre (20 mbar)
 - Seuil des effets irréversibles (50 mbar)
 - Seuil des effets létaux et létaux significatifs (5 et 8 KW/m²)
 - Point de fuite
 - Limite ICPE